

1- Des actes injustifiables

Nous avons fermement réprouvé l'action menée le 24 décembre dernier par la municipalité de Vitry contre le foyer ADEF (1) où logeaient depuis trois jours plus de 300 travailleurs immigrés maliens.

Certes ces travailleurs avaient été transférés dans ce foyer (de leur plein gré d'ailleurs) par les soins de l'ADEF, avec la bénédiction des autorités préfectorales et du maire de St Maur, ville où ils logeaient auparavant, également dans un foyer ADEF et dans des conditions détestables dont le maire et l'ADEF sont entièrement responsables.

Certes la municipalité de Vitry souhaitait un autre usage que le logement de travailleurs immigrés pour ce foyer d'où l'ADEF avait fait expulser 6 mois plus tôt les occupants immigrés (Nord-africains ceux-là) parce qu'ils menaient une grève des loyers.

Mais rien à nos yeux ne peut justifier une action dont les premières victimes ont été 300 travailleurs ainsi privés à la veille de Noël de chauffage, d'eau, d'électricité, les entrées du foyer encombrées de monceaux de terre accumulés au bulldozer, escaliers extérieurs détruits. Il n'est pas possible

de considérer cela comme une bonne chose pour la classe ouvrière, pour son unité (2).

Nous avons pressenti que de telles actions se produiraient, dès l'instant que de nombreux maires de municipalités PCF de la région parisienne, parlant de «cote d'alerte atteinte» avaient fait connaître en octobre dernier leur intention de passer aux actes, d'agir avec les moyens à leur disposition pour «l'arrêt de l'immigration et une plus juste répartition des immigrés»; dès l'instant que le Bureau politique de ce parti, puis son secrétaire général, appuyant cette initiative, avaient lancé une campagne dans ce sens.

(1) ADEF : Association du type SONACOTRA (on sait ce que cela veut dire pour les immigrés!) gérante de foyers (150 environ).

(2) Rappelons que le MRAP notamment a désapprouvé l'action menée à Vitry.

Par ailleurs cette action —on ne peut que le déplore— a été pour la bourgeoisie et le gouvernement une occasion de crier au racisme et de tenter de se faire passer pour amis des immigrés : notre ennemi de classe est expert dans le genre et ne recule devant aucune hypocrisie!

TIRER LES CHOSES AU CLAIR

2- Frapper la bonne cible

Il y a bien longtemps que nous dénonçons la politique gouvernementale à l'égard des travailleurs immigrés. Depuis des années Giscard-Barre-Ceyrac leur portent des coups. Ils n'ont eu de cesse d'en faire des hommes exploitables à merci, privés de tous droits, sous la menace perpétuelle de l'expulsion, de la brimade, de l'assassinat (avec plus d'une fois comme assassin un représentant des «forces de l'ordre»).

Ainsi en même temps, créant une catégorie de «travailleurs inférieurs», se donnaient-ils les moyens de peser toujours plus sur les conditions de travail, de vie, sur les libertés de tous les travailleurs.

Dans la sidérurgie, après les milliers d'immigrés licenciés en 1977, il y eut d'autres milliers de licenciements. Après les lois Bonnet-

Stoléru, il y a la loi Peyrefitte prétendue «sécurité et libertés»...

Pour appuyer cette politique, les Giscard-Barre ont fait donner à plein la campagne «immigration : chômage, immigration : charges sociales, immigration : insécurité, délinquance» et bien d'autres thèmes, visant à faire de l'immigré le bouc émissaire de toutes les difficultés. Une véritable campagne raciste que de nombreux immigrés ont payé de leur sang et dont Copernic fut un fruit, une véritable campagne de division très grave, très néfaste pour tout le peuple de ce pays.

Aussi notre parti a appelé ou s'est associé à toutes les initiatives contre cette politique, qu'elles soient le fait d'associations d'immigrés, du MRAP, des syndicats... Depuis longtemps, c'est l'un des axes sur lequel notre parti agit, un des prin-

cipaux thèmes sur lequel notre journal produit enquêtes, analyses, révélations et dénonciations de la politique Giscard-Barre.

Aujourd'hui où le chômage a atteint les proportions que l'on sait, où les conditions d'existence des travailleurs se dégradent sur tous les plans, où de nouvelles et graves menaces approchent à grands pas (dans l'automobile en particulier), la question est plus que jamais de savoir comment mener et développer la lutte contre la politique du gouvernement et du patronat, comment lui barrer la route.

Nous avons bien le sentiment de ce point de vue de nous situer sur le même terrain que les militants du PCF : nos militants ont assez de preuves dans le combat quotidien où ils se trouvent côte à côte.

Nous n'en sommes que plus attachés à vouloir avec

eux mettre les choses au clair et à débattre au fond des choses. Les problèmes existent, ils s'aggravent pour tous les travailleurs; ils s'aggravent dans les cités où ils vivent, dans les banlieues des grandes villes, Paris en premier, dans des communes dont le PCF a souvent la gestion. Nous ne le nions pas, au contraire : c'est cela la situation actuelle. Mais nous pensons que la campagne lancée sur le thème : «arrêt de l'immigration, plus juste répartition des immigrés» n'est pas la bonne réponse, pour la raison essentielle qu'elle fait apparaître les immigrés non pas comme partie intégrante de la classe ouvrière, mais comme un fardeau, une source de difficultés tant en ce qui concerne l'emploi que la vie dans les cités populaires : elle peut détourner de la vraie cible et alimenter les divisions français-immigrés.

3- «arrêt de l'immigration»

«Il faut arrêter l'immigration sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage». C'est ainsi que s'exprime Georges Marchais dans sa lettre au recteur de la Mosquée de Paris, publiée dans L'Humanité et dans le supplément diffusé le 10 janvier dans la manifestation organisée à Vitry par le PCF. Se trouvent ainsi liés chômage et immigration : l'immigration source de chômage.

Ce point de vue est-il en accord avec les faits?

Le nombre de travailleurs immigrés en France a varié de quelques % ces dernières années, augmentation bien plus faible que dans des périodes précédentes : le gouvernement a lui-même mené, depuis 73-74, une politique d'arrêt de l'immigration combinée à «l'incitation au départ» (le million, les expulsions...). Certaines nationalités diminuent en nombre (comme les Algériens) d'autres augmentent (comme les Marocains ou ceux venant du Sud-Est asiatique), mais le nombre global est relativement stable. Et c'est justement dans cette période que le chômage a crû dans de très fortes proportions.

Ce qui provoque le chômage, c'est le redéploiement, la rentabilisation, la politique d'exploitation renforcée des travailleurs que mènent patronat et gouvernement.

En mettant en avant une telle arithmétique —plus d'immigrés : plus de chômage— n'ouvre-t-on pas la porte à cette autre : 2 millions de chômeurs, deux millions

d'immigrés? Ne justifie-t-on pas de fait l'usage des moyens qui sont en place pour réduire le nombre d'immigrés? Et prend-on bien comme cible la politique de licenciement et d'aggravation des conditions de travail (au nom de la compétitivité), qui est la cause de l'accroissement du chômage?

Contre le chômage, la seule voie est de lutter contre les licenciements, pour l'amélioration des conditions et de la sécurité du

travail, pour l'embauche des jeunes, etc...

Pour ce qui concerne l'immigration, véritable déportation dont est coupable le capitalisme, l'impérialisme, il faut lutter pour l'égalité des droits, de tous les droits entre Français et immigrés. C'est l'inégalité, qui permet aux patrons de «tirer» plus de profits des uns que des autres, qui fait qu'ils importent ainsi une main d'œuvre qu'ils comptent pouvoir mieux exploiter.

4- «répartition équitable des travailleurs immigrés»

La formulation même de cette proposition (sous la plume de G. Marchais) exclut les immigrés de la classe ouvrière, en fait une sorte de charge qui serait à répartir.

S'agissant de problèmes de logement, d'école, d'aide sociale, c'est bien entendu la classe ouvrière qui subit de

plein fouet les effets de la politique Giscard-Barre et parmi elle, les plus défavorisés. Dirait-on «répartition plus équitable des éléments défavorisés de la classe ouvrière, des revenus inférieurs à telle somme, des chômeurs», voire «répartition équitable de la classe ouvrière»?

«Logement, aide sociale, école : la cote d'alerte est atteinte» dit G. Marchais qui ajoute avoir préconisé dès 1969 (en tant que chargé de l'immigration à la direction du PCF) une «répartition mieux équilibrée des immigrés». Mais ce sont les difficultés qui se sont aggravées pour tous les travailleurs, les tensions qui peuvent en résulter, la campagne anti-immigrés du pouvoir qui s'est développée, dans les dernières années. C'est là qu'est la cote d'alerte, pas dans le nombre «trop élevé» d'immigrés!

Dans ces conditions, la voie est-elle de réduire le nombre d'immigrés dans les communes ouvrières, pour que les aides sociales, les moyens scolaires, les logements restent suffisants pour les Français? C'est opposer les intérêts d'une partie de la classe ouvrière (les Français) à ceux d'une autre (les immigrés). Ce n'est pas une position de classe! Et à ce compte, le pouvoir pourra continuer à avancer ses mesures antisociales, ses réductions d'effectifs enseignants, de crédits pour les écoles, pour les aides sociales, et d'augmentation des loyers. Tout ce contre quoi il faut lutter au contraire, Français-immigrés unis.

Gilles CARPENTIER



Travailleurs turcs sans papiers, mineurs marocains sans statut, deux luttes marquantes de la classe ouvrière en France au cours de l'année 1980...